

LA GREVE DES MARINS. - La domination stalinienne des syndicats n'a pas changé la politique réformiste. La récente grève des marins a été une des plus remarquables manifestations de solidarité et de volonté de lutte des marins qu'on ait jamais vu en Australie. Au début de la grève, le leader réformiste Johnson, qui était opposé à l'action gréviste, avait été arraché de la tribune et expulsé du meeting. Il fut révoqué à majorité écrasante et c'est J. Keenan, un stalinien, qui fut élu à sa place. Dès son élection, Keenan avait l'appui de l'écrasante majorité des marins qui étaient prêts à suivre tout ce qu'il ordonnerait. Mais au lieu de poursuivre une action militante, Keenan préconisa des députations au gouvernement fédéral, des appels au public, en créant une confiance dans la victoire par des bruits sur une prétendue rupture dans le gouvernement, par des conférences avec la direction syndicale australienne qui était opposée à la grève. Tout cela empêcha d'utiliser la combativité des marins pour la formation de piquets de grève massifs etc. Après tant de conférences avortées, les staliens eurent l'idée d'appeler la fédération des mineurs à une grève de sympathie pour les marins (ils y occupent les postes de secrétaire et de président), espérant de faire changer la politique de la direction syndicale. Le secrétaire et le président des mineurs s'agitaient à travers les mines, préconisant une action gréviste de sympathie, mais ils se heurtaient partout à une grande hostilité. Un peu plus tard, Keenan recommanda d'accepter les conditions des amateurs ce qui équivalait à la soumission sans condition, 75% des jeunes gardaient leur emploi et tous les marins furent forcés à se procurer des licences avant d'obtenir du travail. La réaction contre Keenan, à la suite de sa débâcle, fut aussi grande que celle contre Johnson. Etant donné l'absence d'une autre direction militante, la masse des marins rejoignit Johnson qui tire grand profit de la défaite et du fait qu'au début il était contre la grève.

Quant à nous, nous préconisons les piquets de grève massifs aux quais et l'intimidation des jaunes; mais les réformistes et les staliens repoussaient cette politique comme une provocation des méchants "trotskystes". Nos camarades membres du syndicat lançaient un tract dans ce sens et organisaient des meetings sur place à différents endroits, où ils furent accueillis avec un enthousiasme considérable; mais il leur était impossible de briser la confiance extrême des marins en Keenan jusqu'à l'effondrement de la grève.

*

Pendant la grève des sucreries de Queensland septentrional de l'année dernière, les staliens se sont conduits de la même manière. Selon les instructions de leur parti ils ont conseillé aux ouvriers de ne rien faire contre l'emploi de jaunes par les patrons sous prétexte de "ne rien faire qui puisse donner une possibilité à la police de dire que nous enfreignons la loi".

Dans la récente grève du port Kembla, où il fallait étendre à tout prix la grève à Newcastle, des semaines passèrent avant que les staliens ne le proposent timidement, afin de ne pas empêcher la nomination d'un des leurs au poste de secrétaire du syndicat des métallurgistes.

-x-x-x-

Autriche. Dans le numéro 8 du BOLSCHEWIK (août 1936), les comm.-rév. d'Autriche apportent des corrections à l'article de l'édition spéciale du BOLSCHEWIK, reproduit par nous dans notre dernier n° du S.I.P. à savoir que 1) le pacte austro-allemand représente une victoire de l'impérialisme italien sur le hitlérisme, en conséquence les hitlériens autrichiens ne sont pas légalisés; l'Allemagne a sacrifié le mouv. nazi dans l'intérêt de l'alliance avec l'Italie; 2) le rôle décisif de l'impérialisme italien avait été négligé dans l'article; 3) les impérialismes français et anglais avaient tout intérêt à empêcher une alliance italo-allemande, n'étaient donc pas intéressés dans la conclusion du pacte austro-allemand; 4) nous ne pouvons faire des reproches ou donner des directives à tel et tel impérialisme, ce qui laisserait supposer que nous pourrions lui accorder notre appui moyennant telle ou telle attitude.

Camarades, envoyez-nous les commentaires de la presse mondiale, bourgeoise et ouvrière, sur le procès de Moscou et sur les persécutions du cde Trotsky en Norvège! Rassemblez des fonds pour la sécurité du cde Trotsky, menacé de mort par les staliens! Faites protester les ouvriers et tous les gens honnêtes contre la boucherie de Moscou, et auprès du gouvernement norvégien, contre le traitement ignoble infligé au cde Trotsky! Exigez et faites exiger une commission d'enquête internationale.

UNE COMMUNISTE NORVÉGIENNE, JUSQU'HIER FIDÈLE À STALINE, SUR LE PROCÈS DE MOSCOU

Jeanette OLSON, ancien membre dirigeant du Parti communiste norvégien, écrit dans "Arbeiderbladet" du 31 août 1936 le suivant article que "Arbeiderbladet" organe central communiste s'est refusé d'imprimer, et dont nous reproduisons les extraits les plus marquants:

"Si dans la classe ouvrière ne s'est pas élevée une tempête d'indignation contre les méthodes judiciaires employées au procès de Moscou contre Zinoviev, Kaménev et autres anciens compagnons de Lénine, chefs de la révolution russe, on ne peut expliquer ce fait que par la foi sur laquelle les ouvriers fondent leur confiance dans le gouvernement de Staline.

Il ne peut croire que la direction de l'Etat ouvrier soit capable d'employer de telles méthodes dans la lutte politique. Mais si, pour un instant, nous laissons de côté cette véritable foi et cette confiance, si nous lisons les rapports du procès comme s'ils venaient d'un autre pays, alors tous les ouvriers auraient immédiatement compris que l'acte d'accusation, les dépositions des témoins, les "aveux" des accusés et le discours final du procureur motivant le jugement de mort, ne furent qu'un alignement d'injures et d'affirmations, pour lesquels pas une seule motivation de bon sens n'est fournie.

Nous comprenons aussi qu'il doit y avoir une nécessité absolue pour le gouvernement de Staline d'anéantir les accusés, mais que le véritable motif de l'accusation et des jugements de mort doit être tout autre que celui évoqué devant le "tribunal".

Le rythme accéléré du procès - il ne fallait que 5 à 6 jours pour trancher une affaire si fatale pour toute la classe ouvrière mondiale - et la rapidité avec laquelle les exécutions furent accomplies, sont également un indice lugubre de l'inconsistance des preuves.

La réponse faite à la proposition des deux Internationales ouvrières pour donner aux accusés la possibilité de se faire secourir par des défenseurs étrangers, est également un recueil d'affirmations et d'injures qui ne peuvent convaincre personne de la solidité du procès.

À cet égard, nous devons faire remarquer qu'aux socialistes-révolutionnaires qui réellement avaient accompli un attentat contre Lénine et avaient failli le tuer, des défenseurs étrangers avaient été accordés en toute liberté. À ce temps-là, on ne répondit à leur demande par des injures et par l'exécution immédiate du verdict, comme aujourd'hui.

C'est avec une joie mal dissimulée que la presse bourgeoise, fasciste et réactionnaire, parle du procès et fait ses commentaires. Elle se frotte les mains, en souriant, heureuse de voir les communistes les plus proches de Lénine extirpés, et ceux qui restent encore vivants - persécutés, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou en dehors de la Russie.

Il faut en finir et ce n'est possible qu'en exposant l'affaire au grand jour, qu'en la soumettant à la plus sévère discussion. La classe ouvrière a le droit de connaître le vrai fond de ce qui s'est passé".

Le Bureau pour l'Unité Révolutionnaire Socialiste (Bureau de Londres) nous communique sa position, du tant du 1er septembre 1936, sur le procès de Moscou. En affirmant sa volonté de défendre l'Etat ouvrier, ainsi que son opposition au terrorisme et "à toute politique qui puisse amener la guerre civile dans ces frontières, notamment en vue du danger d'attaque de l'extérieur contre l'URSS", il refuse de prêter foi au procès, estime désirable qu'une commission d'enquête englobant toutes les parties du mouvement ouvrier international soit constituée, demande que le gouvernement soviétique accorde toutes les facilités nécessaires à cette commission comme en 1921, lors du procès des socialistes-révolutionnaires. Il adresse cette proposition à la 2ème et la 3ème Internationale, prêt à collaborer à toute instruction responsable. - Nous nous réservons de revenir à l'attitude du Bureau de Londres et de ses partis affiliés dans cette question.

La Représentation à l'étranger de l'aile gauche du PCA (Marxistes-Internationales)-Gauche Allemande (Wedding) vient de nous adresser une lettre ouverte au cde L. Trotsky et un projet d'appel disant: Vive la Révolution d'Octobre! À bas les thémidoziens! Les accusés se sont sacrifiés moralement afin d'empêcher une provocation sanglante de l'avant-garde prolétarienne par les staliens. Pour la sauvegarde inconditionnelle de l'URSS-malgré et contre